

POURQUOI ON EN PARLE

LE LIVRE QUI PERMET DE COMPRENDRE...

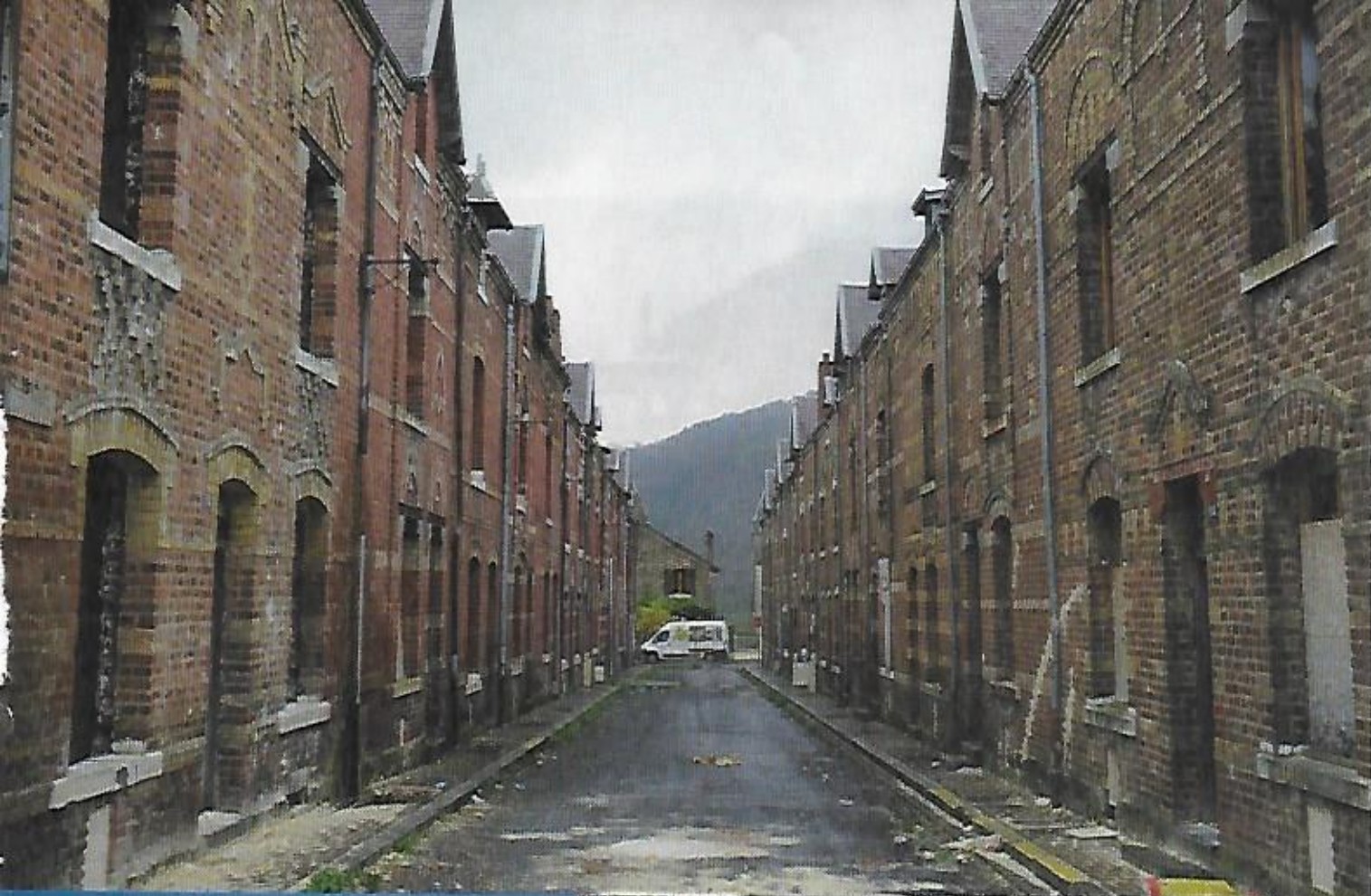
LES VRAIES FRACTURES FRANÇAISES



*La France périphérique,
Comment on a sacrifié
les classes populaires,*
de Christophe Guilluy,
Flammarion, 186 p., 18 €.

Christophe Guilluy analyse le divorce entre la gauche et les classes populaires. Petit à petit, démontre le géographe, la France des métropoles a concentré les gagnants de la mondialisation, **rejetant à la périphérie les damnés du progrès.** Pour eux, l'exil intérieur. Ces nouveaux exclus votent en masse pour le FN.

PAR ÉRIC CONAN ET EMMANUEL LÉVY



alexandre marchi / maxppp



**REVIN
(ARDENNES)
(ci-dessus)
ET CORBIGNY
(NIÈVRE)(ci-contre).**

La France fragilisée que montre le livre de Christophe Guilluy et que les élites politiques sont incapables de voir représente 72 % de la population.



arnaud robin / émergence - olivier monje / myop

C'est le livre que doivent lire François Hollande, Manuel Valls, Jean-Christophe Cambadélis et Jean-Luc Mélenchon pour comprendre ce qui (leur) arrive : le transfert progressif de l'électorat populaire de la gauche vers l'abstention et le vote Front national. Qu'ils deviennent ou redeviennent un petit instant marxistes pour comprendre que ce phénomène s'explique par un lent mais profond bouleversement de l'infrastructure économique-sociale de la géographie française.

Cela fait maintenant plus de dix ans que Christophe Guilluy travaille sur les métamorphoses du pays, sa « fracturation » en territoires qui s'éloignent et qui s'ignorent. Une analyse éclairante mais qui a du mal à pénétrer le débat public. Parce qu'elle remet radicalement en cause le ronron politico-médiatique, dément les discours et pratiques des politiques, de gauche comme de droite, et ridiculise le bla-bla de la majeure partie d'une sociologie française plus friande de pétitions et de tribunes que d'enquêtes de >



amaud robin - divergence

► terrain. Par une sorte de mise en abyme, le travail de Guilluy permet d'ailleurs de comprendre pourquoi les élites ne voient pas ce qu'il décrit : parce qu'il y a désormais plusieurs France étanches et que les élites se meuvent dans celle qui surnage, ignorant celle qui tombe.

Christophe Guilluy montre que cet aveuglement, volontaire ou de bonne foi, est conforté par le cadre de présentation des statistiques officielles de l'Insee dessinant un pays constitué d'une immense classe moyenne et de minorités. En utilisant les mêmes données de base, c'est une tout autre France qu'il fait apparaître. Avec son collègue géographe Christophe Noyé il a élaboré un outil affiné : un « indicateur de fragilité sociale » calculé pour l'ensemble des communes françaises en intégrant huit indices, dont la proportion d'ouvriers et d'employés dans la population, le travail précaire, le chômage, ainsi que la répartition des revenus et les formes de logement. Cet indicateur révèle, au sens photographique du terme, une France cassée en deux, avec 25 aires métropolitaines très distinctes, par leur composition et leur dynamisme économique, d'une France périphérique à la ramasse constituée non seulement de la majeure partie de l'espace rural,

CORBIGNY (NIÈVRE)

Les catégories populaires sont toujours majoritaires dans le pays, mais elles sont reléguées dans des territoires lointains et oubliés.

mais aussi des villes petites et de certaines villes moyennes. Du côté de la France qui s'en tire, 10 % des communes (2 650) concentrant 39 % de la population ; du côté de la France larguée, 90 % des communes (34 000) regroupant 61 % de la population.

Une France qui n'a donc plus rien à voir avec celle des Trente Glorieuses : « En quelques décennies, la mondialisation a permis aux classes dominantes de se délester, en douceur et sans contestation majeure, des catégories désormais inutiles du nouveau modèle économique », écrit Christophe Guilluy. Car la nouvelle géographie que fait apparaître son travail statistique est celle d'un champ de bataille : « Ce combat s'est déroulé sans haine ni violence ni conflit, grâce à un travail discret et méthodique qui a visé à rendre ces

L'INTÉRÊT DE CETTE ANALYSE EST DE PROPOSER DE MANIÈRE CONVAINCANTE UNE EXPLICATION GLOBALE DU MALAISE FRANÇAIS.

trois dernières décennies totalement invisible la majorité des catégories populaires, c'est-à-dire la majorité de la population. »

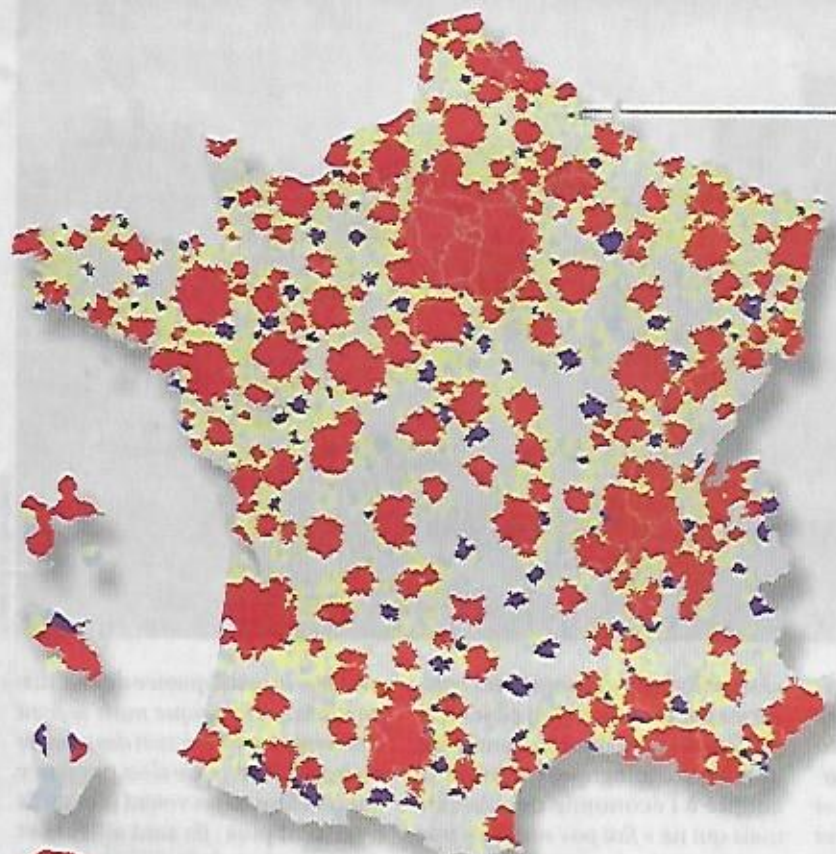
Voilà pourquoi la gauche est muette et Marine Le Pen péroré. L'intérêt de cette analyse est de proposer de manière convaincante une explication globale du malaise français, de l'entrée du pays dans la mondialisation aux dernières consultations électorales. Que nous dit en effet Guilluy ? Qu'il y a une France encore dans le coup qui se détache du reste du pays ; que les catégories populaires sont toujours majoritaires, mais reléguées dans l'invisibilité de territoires lointains, l'élite ne considérant plus comme quartiers populaires que les banlieues métropolitaines ; que cette fracturation territoriale a été subie pacifiquement, mais que ses victimes s'expriment par la dynamique électorale lepéniste dont la gauche n'a toujours pas compris qu'elle ne pourrait l'endiguer qu'à condition d'une révolution mentale, sous peine de disparaître.

DES MÉTROPOLIS INTÉGRÉES À L'ÉCONOMIE MONDIALISÉE QUI LÂCHENT LE RESTE DU PAYS

Les deux tiers du PIB français sont produits dans un ensemble urbain dont la cohérence économique est sous-estimée au profit du clivage entre villes-centres et banlieues. Les indicateurs de Guilluy et Noyé, eux, mettent en évidence la fonctionnalité des aires métropolitaines malgré cette division : elles sont bien articulées à l'économie mondialisée. « Dans l'espace métropolitain, l'inégalité, ça marche. Les fondamentaux économiques et sociétaux du monde libéral anglo-saxon s'y appliquent à merveille. » En particulier « la segmentation de l'emploi entre d'un côté des emplois très qualifiés et de l'autre des emplois, notamment de services, peu ou pas qualifiés ».

Ces métropoles qui assurent l'essentiel de l'économie française ont été le théâtre d'une recomposition silencieuse : « La spécificité du ►

LA FRANCE SELON L'INSEE CONTRE LA FRANCE DES FRAGILITÉS



Type de communes (simplifié)

Aires urbaines 2010

- Appartenant à un grand pôle
- Appartenant à un moyen pôle
- Multipolarisées
- Appartenant à un petit pôle
- Isolée, hors influence des pôles

Sources : d'après les données Insee.

Traitement : Christophe Guilluy, Christophe Noyé. © MAPS / Cf. GEO.

En haut, le portrait d'une France urbaine que dresse l'Insee en regroupant les Français par « aires urbaines » de plus de 10 000 emplois concernant 83 % de la population française. Des territoires n'ayant aucune cohérence, rassemblant aussi bien la mégalopole parisienne (presque 30 % du PIB de la France) et ses deux aéroports internationaux (avec 90 millions de passagers annuels) que Châteaudun et Tergnier. Christophe Guilluy qualifie cette présentation de « carte d'état-major des classes dirigeantes », leur permettant de « suggérer la pertinence de l'intégration de la société française à l'économie-monde ». Avec Christophe Noyé, il a établi un indicateur de fragilité qui révèle une tout autre image de la France, celle des fragilités. En bas, en foncé sur la carte, les territoires largués, où se concentrent fragilités économiques et sociales : 90 % des communes, 61 % de la population.



■ Territoires présentant un cumul d'indicateurs de fragilité :

Chômage, ouvriers et employés (stock et évolution), temps partiel, contrats précaires, revenus médians, ménages modestes logés dans le parc privé.

Carte simplifiée de Christophe Guilluy, *la France périphérique*, Flammarion.



arnaud robin - divergence

CORBIGNY (NIÈVRE)

Les élites vivent dans les centres-ville et croient que les questions sociales se limitent aux banlieues.

➤ *modèle métropolitain est de générer une sociologie très inégalitaire avec d'un côté une surreprésentation des catégories supérieures, de la bourgeoisie traditionnelle aux bobos, et de l'autre des catégories populaires essentiellement de l'immigration récente et souvent précaire.* » Un univers qu'ont déserté les ouvriers d'origine non immigrée et d'immigration ancienne. Parce que l'industrie s'y est effondrée, mais aussi parce qu'ils ne veulent plus vivre dans un environnement « singulièrement éloigné du modèle égalitaire et républicain traditionnel » : « L'intégration économique et sociale n'est en effet pas contradictoire avec l'émergence sur ces territoires d'un modèle sociétal multiculturel et parfois communautariste, déjà perceptible dans les communes qui concentrent de fortes populations immigrées. »

Beaucoup des élites qui vivent confortablement dans les villes-centres de ces métropoles ont fini par croire que la question sociale se résumait aux banlieues limitrophes, réservoir d'un personnel d'origine immigrée qu'elles côtoient dans les entreprises de services, mais aussi dans leurs foyers sous forme de nounous, femmes de ménage et autres emplois de proximité.

La nouvelle géographie des métropoles, dont « l'émergence

s'est réalisée au détriment des catégories populaires et moyennes traditionnelles », a donc engendré un modèle sociologique inégalitaire adapté à l'économie néolibérale mais qui ne « fait pas société », une grosse partie du peuple n'y étant plus associée. Sur cette approche, Guilluy est aujourd'hui rejoint par Hervé Le Bras, qui publie un ouvrage concluant également que « la société se sépare de plus en plus en deux mondes, en termes de localisation », les ouvriers vivant désormais « loin des villes » (1).

LES CATÉGORIES POPULAIRES SONT TOUJOURS LÀ, MAIS RELÉGUÉES DANS UNE FRANCE PÉRIPHÉRIQUE ABANDONNÉE DANS L'INVISIBILITÉ

Cette transformation du territoire s'est effectuée à « catégories populaires constantes », explique Christophe Guilluy qui réfute la tarte à la crème d'une immense classe moyenne. De manière très stable, ouvriers et employés constituent toujours 60 % de la population. « Quand la part des employés et ouvriers diminue dans les grandes métropoles, cela

n'est pas la conséquence de leur disparition sociologique mais le fruit d'un processus d'éviction des espaces métropolitains. » Ce n'est pas parce que les élites ne les voient plus qu'ils n'existent plus : ils sont ailleurs et c'est en soi un événement : « Pour la première fois dans l'Histoire, les classes populaires ne sont pas là où se créent les richesses : 60 % de la population n'habite plus là où cela se passe. » Où donc ? Dans un nouvel univers, vaste et complexe, mêlant zones rurales, le périurbain précairisé, les petites villes et certaines villes moyennes. Un monde échappant aux nomenclatures de l'Insee, qui réduit le rural aux communes de moins de 1 000 habitants.

Guilluy et Noyé établissent que 72 % des Français vivent dans des communes classées « populaires/fragiles » selon leur indicateur. « Les problèmes financiers sont structurels (ayant du mal à s'acquitter du paiement des traites de leur maison, des nombreux déplacements, de l'obligation de posséder deux voitures) et l'endettement, voire le surendettement, répandu. Quand le chômage frappe, l'éloignement des zones les plus dynamiques rend difficile le retour à l'emploi. Le piège se referme. »

« Ainsi la question sociale n'est pas circonscrite de l'autre côté du

périph, mais de l'autre côté des métropoles, dans les espaces ruraux, les petites villes, les villes moyennes, dans certains espaces périurbains qui rassemblent aujourd'hui 80 % des classes populaires», écrit Christophe Guilluy. Une France périphérique loin des bassins d'emploi, des lieux de formation et sous-équipée en services publics et en transports en commun, ce qui contraint à une mobilité individuelle: «Un déplacement régulier vers le travail en voiture à 20 km de chez soi coûte environ 250 € par mois, c'est-à-dire ampute d'un quart un salaire du Smic», relève Christophe Guilluy, qui ajoute que la mobilité professionnelle y est plombée en cas de perte d'emploi: «Il est illusoire d'imaginer que des salariés modestes, par ailleurs très souvent propriétaires d'un patrimoine immobilier sans grande valeur, puissent vendre leurs biens pour rejoindre des zones d'emploi plus actives où la valeur des biens immobiliers est beaucoup plus élevée.» Des constatations confirmées par les travaux récents de l'économiste Laurent Davezies sur l'immobilisation des ouvriers, 4 % seulement d'entre eux ayant changé de département de résidence dans les cinq années ayant précédé le recensement de 2006 (2).

Christophe Guilluy déconstruit donc les lieux communs habituels sur les inégalités en montrant que la situation sociale dans une multitude de petites villes de province est bien plus dégradée que dans les banlieues métropolitaines sur lesquelles se focalisent depuis trente ans les pouvoirs publics qui leur ont dédié la «politique de la ville», et les médias qui en ont fait le symbole de l'injustice sociale.

LES BANLIEUES DES AIRES MÉTROPOLITAINES NE SONT PAS LES PLUS OUBLIÉES

Cette vision des «banlieues ghettos oubliées de tous, sombrant dans la misère et le délabrement», comme l'écrit *Libération*, est une forme de provincialisme des élites qui n'entrevoient plus le social qu'au-delà

du périphérique. Christophe Guilluy réfute aussi ce lieu commun fait d'ignorance et de mauvaise conscience. «Entre 2006 et 2010, période de faible création d'emplois, les chiffres de l'Insee montrent que si les taux d'emploi pour les hommes non immigrés baissent fortement, celui des immigrés augmente.» Les banlieues ne sont pas oubliées par l'Etat et leur délabrement a d'autres raisons que la misère. «La densité d'équipements publics est supérieure à celle des territoires périurbains et ruraux.» Guilluy montre, au travers d'exemples éclairants, que l'argent public y est déversé sans commune mesure avec celui consacré aux territoires périphériques. Les politiques urbaines et sociales y sont beaucoup plus généreuses que dans les petites villes ou des zones rurales souvent plus en difficulté que les banlieues, tant sur le plan de la mobilité géographique que sur celui de la mobilité sociale.

Mobilité géographique: si 53 % (64 % en Ile-de-France) des habitants des «zones urbaines sensibles» (selon la terminologie de la politique de la ville) sont désormais des immigrés, il n'y a pas d'«assignation à résidence», comme on l'entend souvent. «On ne perçoit pas que ces territoires se caractérisent en fait par l'importance

UN DÉPLACEMENT RÉGULIER VERS LE TRAVAIL EN VOITURE À 20 KM DE CHEZ SOI COÛTE 250 € PAR MOIS, SOIT LE QUART D'UN SMIC.

de leur mobilité résidentielle: le taux de mobilité en ZUS était en 2005 de 61 %, ce qui en faisait les territoires les plus mobiles de France. On peut dire, compte tenu de l'intensité des flux dans ces territoires, que la politique de la ville est techniquement un succès.»

Mobilité sociale: «Aveuglé par la thématique du "ghetto" et par les tensions inhérentes à la société multiculturelle, on ignore souvent que les rares ascensions sociales en milieu populaire sont aujourd'hui le fait de jeunes issus de l'immigration. La rapidité avec laquelle a émergé en banlieue une petite bourgeoisie issue de l'immigration maghrébine et africaine à un moment où l'intégration économique et sociale des classes populaires (d'origine française ou étrangère) n'est plus assurée, est un >

CORBIGNY (NIÈVRE)

La situation sociale dans une multitude de petites villes est bien plus dégradée que dans les banlieues métropolitaines.



arnaud robin / divergence

> des signes de la réussite partielle des politiques publiques. »

Cette image des « banlieues-ghettos » vient d'une vision faussée : « Depuis vingt ans, médias et politiques confondent la question des tensions culturelles et celle de l'intégration économique et sociale. » L'uniformisation des banlieues résulte d'un double mouvement d'évitement : les Français d'origine non immigrée ou d'immigration ancienne ont fui des territoires dans lesquels ils devenaient minoritaires au sein de populations d'immigration récente qui conservent de plus en plus leur mode de vie communautaire au détriment du vivre-ensemble autochtone.

CETTE NOUVELLE GÉOGRAPHIE FRAGMENTÉE EST AUSSI LE PRODUIT D'UN SÉPARATISME CULTUREL PACIFIQUE

Ouvriers et employés sont piégés dans la France périphérique lointaine, refusant, en cas de chômage, leur seule possibilité de mobilité : le logement social dans la banlieue qu'ils ont déjà fuie. Parce qu'ils ne s'y « sentent plus chez eux » selon la formule diabolisée mais dont Christophe Guilluy explique qu'elle recouvre un refus généralisé du multiculturalisme, dans la pratique sinon dans le discours : « Le séparatisme culturel fonctionne à tous les étages de la société, mais il est traité différemment. La vieille dame qui vit en banlieue et exprime sa crainte devant le changement de son environnement est traitée de raciste tandis que le bobo qui vit dans son loft avec Digicode à Belleville et tient des discours hypocrites sur le multiculturalisme tout en envoyant ses enfants dans des écoles hors secteur est porté au pinacle. » Guy Konopnicki avait relevé il y a déjà dix ans qu'à l'École alsacienne, l'établissement le plus huppé de Paris, « tous les courants du conseil national du PS étaient représentés par leur descendance »...

Christophe Guilluy estime que « ce n'est pas le racisme, mais l'insé-



REVIN (ARDENNES)
Les catégories populaires ont fui vers un périurbain lointain qui, à terme, s'est révélé un piège.

curité qui pousse les habitants à fuir les tours des banlieues ». Insécurité physique, mais aussi insécurité culturelle : « Le processus d'assimilation qui avait accompagné toutes les vagues d'immigration jusqu'aux années 70-80 a vécu. Nous sommes aujourd'hui dans l'affirmation des identités, des cultures et/ou des religions. Ce multiculturalisme de fait modifie en profondeur le rapport à l'autre. Car, dans une société multiculturelle, "l'autre" ne devient pas soi, du coup la question de l'importance de l'autre devient essentielle : combien va être l'autre dans ma ville, mon quartier, mon immeuble ? Cela ne signifie pas qu'il est un ennemi ou un danger, mais que potentiellement, et sur un territoire donné, on peut devenir minoritaire. »

Christophe Guilluy rend justice à ce comportement d'évitement des catégories populaires que les élites ont le culot de condamner alors qu'elles font de même. D'autant qu'il relève une différence essentielle : « Les catégories populaires ont joué

le jeu, pratiqué, porté l'adaptation de la société française à l'économie-monde. De la même manière, elles n'ont pas une peur irrationnelle du multiculturalisme, ce sont elles qui ont pratiqué dans le réel les échanges avec "l'autre" dans un contexte social et économique dégradé. Elles ont en tiré un bilan, calme et rationnel. » Lequel ? « L'autochtone était hier un modèle dont on copiait le mode de vie, un référent culturel pour les immigrés. Il n'est plus que minoritaire dans un environnement modelé par les autres et adapté aux normes anglo-saxonnes inégalitaires et communautaristes. » D'où cette fuite vers le périurbain lointain où le pavillon était financièrement accessible, mais qui se révèle aujourd'hui plus un piège qu'une issue.

LA FRANCE PÉRIPHÉRIQUE, QUI A COMPRIS SON SORT FUNESTE, CHERCHE À SE FAIRE ENTENDRE PAR LES URNES

Cette France reléguée présente un défaut pour les élites qui pensaient pouvoir l'oublier : elle est majoritaire et proteste de son sort. Toutes les occasions sont bonnes, écrit Christophe Guilluy : « Mouvements des "bonnets rouges", plans sociaux, refus du référendum européen, abstention, vote FN, l'ensemble des nouvelles radicalités émergent sur ces territoires à l'écart des métropoles mondialisées. » Une dynamique qui part de loin. Il y a déjà près de vingt-cinq ans, le clairvoyant Marcel Gauchet, inventeur de la notion de « fracture sociale », avait annoncé le « retour de la lutte des classes là où on ne l'attendait pas : pour alimenter la poussée électorale continue de l'extrême droite », précisant que le vote FN n'était pas « contestation, mais demande de démocratie » (3).

Christophe Guilluy constate que sa carte de France des fragilités territoriales recouvre la carte électorale de la progression du vote lepéniste : « Dans toutes les régions, le vote frontiste est surreprésenté d'abord dans les espaces du "périurbain subi" >

RÉALITÉ ET DYNAMIQUE FRONTISTE



Part du Front national en % des votes exprimés

- 40 % et plus
- de 35 à 40 %
- de 30 à 35 %
- de 25 à 30 %
- de 20 à 25 %
- de 0 à 25 %

La carte du haut, donnant les résultats du vote FN aux dernières élections européennes, dessine un Hexagone que les Français commencent à connaître. On y retrouve, en foncé, les bons scores du parti de Marine Le Pen dans les villes du Sud-Est et dans la France touchée de plein fouet par la désindustrialisation : Nord, Picardie, Haute-Normandie, etc. Elle ne dit cependant rien de la dynamique propre au vote frontiste. Ce que permet la carte du bas, établie par Christophe Guilluy. En rouge apparaissent les communes fragilisées qui ont donné un score au FN sensiblement supérieur à celui de la moyenne de leur région. Deux constats apparaissent alors. D'une part, le FN réalise ses meilleurs résultats en dehors des grandes métropoles, d'autre part, l'ouest du pays montre des territoires en plein basculement : dans la Sarthe, au sein de la région Pays de la Loire, comme dans le sud de la Bretagne. Ces deux dynamiques se développent sur des territoires mêlant petites villes, villes moyennes, zones rurales et une partie du périurbain (voir carte, p. 15).



Territoires où le score du Front national (européennes 2014) est sensiblement supérieur à la moyenne régionale

Carte simplifiée de Christophe Guilluy,
La France périphérique, Flammarion.
Sources : données du ministère de l'Intérieur.
Traitement : Christophe Guilluy,
Christophe Noyé.
© MAPS / Cf. GEO

CE N'EST PAS LE FRONT NATIONAL QUI EST ALLÉ CHERCHER LES OUVRIERS, CE SONT EUX QUI L'ONT UTILISÉ POUR CONTESTER.

➤ *et s'étend en direction des petites villes et zones rurales.* » Il conclut lui aussi à la rationalité de ce vote : « Il s'agit bel et bien d'une analyse objective des retombées de choix économiques et sociétaux précis. Du référendum de Maastricht en 1992 jusqu'au refus de la Constitution européenne de 2005, un lent processus d'affranchissement des couches populaires est en route. La montée de l'abstention ou du vote FN n'est pas un indicateur d'anomie ou le signe d'une progression irrationnelle du "populisme", mais la preuve d'une émancipation par le bas d'une part majoritaire de la population. »

Le géographe incite ceux, notamment à gauche, qu'inquiète sincèrement la montée du Front national de s'intéresser au sort et aux paroles des

LORMES (NIÈVRE)

Le suivisme européen néolibéral a cassé la société française en deux, en ravageant l'industrie et en affaiblissant la politique d'intégration.

électeurs plutôt qu'au discours de Marine Le Pen : « Ce n'est pas le Front national qui est allé chercher les ouvriers, ce sont ces derniers qui ont utilisé le parti frontiste pour contester la mondialisation et s'inquiéter de l'intensification des flux migratoires. Ce choix des électeurs explique, quinze ans plus tard, l'évolution de Marine Le Pen, qui adapte désormais son discours à la nouvelle sociologie de ses électeurs. Une sociologie électorale où les classes populaires sont surreprésentées ; une "sociologie de gauche" qui implique l'abandon d'un discours libéral et la défense de l'Etat-providence. »

POURQUOI LA GAUCHE ABANDONNE-T-ELLE CES CATÉGORIES POPULAIRES LARGUÉES ?

Contrairement à ce qu'inspire souvent le mépris social des élites à leur égard, les catégories populaires ont une conscience aiguë de ce que leurs dirigeants ne veulent pas avouer : qu'ils ne savent plus quoi faire d'elles, qu'ils n'ont rien à leur proposer de convaincant. Elles ont compris que la crise était surtout pour elles, qu'il y avait des gagnants de la mondialisation sauvage, mais qu'elles en sont

les perdantes, n'ayant droit qu'aux discours d'énarques pensionnés à vie dissertant sur le « populisme » et leur expliquant qu'il faut s'« adapter », « bouger » et « changer de métier plusieurs fois dans sa vie ».

Christophe Guilluy n'a trouvé que deux exemples d'attention gouvernementale pour cette France périphérique à la peine. Dans le premier gouvernement Valls, Arnaud Montebourg a imposé que les territoires périurbains – et plus seulement les banlieues – soient concernés par le mécénat du Qatar en faveur des créations d'entreprises. Et l'aubryste François Lamy, ministre de la Ville et l'un des rares membres du gouvernement à s'intéresser aux travaux du géographe, avait en juin dernier sensiblement modifié la carte des zones aidées pour y intégrer pour la première fois nombre de quartiers périurbains. Rien d'autre. Et Christophe Guilluy s'alarme de constater que cette sécession d'une partie de la France est le fruit de deux invariants de la gauche depuis trente ans qui ne semblent pas prendre le chemin de la révision : le suivisme européen néolibéral qui a cassé la société française en deux en ravageant l'industrie et l'abandon de la politique d'intégration au profit d'un multiculturalisme de fait. Une stratégie perdante illustrée par le logiciel du *think tank* Terra Nova, qui proposait pendant la campagne de 2012 les avancées sociétales pour des villes-centres et une « citoyenneté musulmane » pour les banlieues métropolitaines, passant par pertes et profits le reste du pays.

VERS UNE RECOMPOSITION POLITIQUE OPPOSANT LES DEUX FRANCE ?

La partie de la France périphérique qui ne vote pas encore FN s'est laissée tenter par les promesses de Nicolas Sarkozy en 2007, avant de chasser l'imposteur en votant en 2012 pour Hollande et son engagement de lutter contre la finance, son « principal adversaire ». Sa déconvenue, depuis, n'a cessé, de municipales en



arnaud robin / divergence



Alain Kéher / myop

européennes, de dynamiser le vote lepéniste. Les détails du sondage Ifop pour *Marianne* de cet été, plaçant même Marine Le Pen en tête du premier tour devant Nicolas Sarkozy, montraient qu'elle était en tête chez les jeunes actifs de moins de 35 ans. Soixante-douze pour cent de ses électeurs potentiels exercent une activité (ou sont au chômage), contre 57 % de ceux du PS et 44 % de ceux de l'UMP: « L'électorat du PS et de l'UMP est de plus en plus âgé: alors que seuls 15 % des électeurs FN sont âgés de plus de 65 ans ou plus, cette proportion s'élève à 31 % au PS et à 45 % à l'UMP. Mieux, 74 % des électeurs FN sont âgés de 35 à 64 ans, contre seulement 50 % de ceux du PS et 42 % de ceux de l'UMP! » note Christophe Guilluy, estimant ainsi que le Front national dispose d'un énorme potentiel longtemps retenu par les insanités de Jean-Marie Le Pen mais que sa fille essaye de mobiliser: « En milieu populaire la référence gauche-droite n'est plus opérante depuis au moins deux décennies; une tendance encore plus marquée chez les nouvelles générations. Paradoxalement, c'est le vieillissement du corps électoral qui permet de maintenir artificiellement un système politique peu représentatif, les plus de 60 ans étant en effet ceux qui portent le plus massivement leurs suffrages vers les

partis de gouvernement. » Or la prégnance de la culture communiste, qui a retenu nombre d'ouvriers et d'ouvriers retraités, désormais abstentionnistes, de passer au vote FN, ne joue plus son rôle inhibiteur chez les jeunes.

Si aucune autre offre politique ne répond à cette dissidence électorale, le géographe prévoit une dynamique de fond irrésistible: « Le système de représentation traditionnel, qui a fait la promotion d'un modèle économique et sociétal contraire aux intérêts des plus modestes, n'a plus aucune légitimité. La carte électorale traditionnelle s'efface ainsi lentement mais sûrement pour tracer les lignes de nouveaux rapports de force qui opposeront politiquement demain la France périphérique et populaire aux métropoles mondialisées. Des catégories hier opposées (jeunes, actifs et retraités issus de catégories modestes, ouvriers, employés, petits paysans, petits patrons indépendants) forment désormais un continuum socio-culturel et partagent non une conscience de classe, mais une même perception des effets négatifs de la mondialisation. »

Mais la gauche, qui n'a rien compris aux « Bonnets rouges », première expression collective de ce continuum, ne semble pas voir que son socle électoral se réduit

« aux gagnants de la mondialisation (classes urbaines métropolitaines) et à ceux qui en sont protégées (salariés de la fonction publique et une partie des retraités) ». Y a-t-il encore un instinct de survie dans ce PS devenu, selon Jacques Julliard, un « parti de fonctionnaires, de bobos et de permanents politiques qui vit dans la société française comme en terre étrangère »? Christophe Guilluy prévient le PS: il ne pourra survivre qu'en revenant à sa fonction historique oubliée qui est de représenter une dynamique de transformation sociale au profit des catégories populaires et non pas à leur détriment et en défendant les principes républicains contre les réflexes identitaires. La gauche est plus que jamais face à l'alternative que lui rappelait déjà il y a quinze ans notre ami Philippe Cohen: protéger ou disparaître (4). ■ É.C. ET E.L.

GIVET (ARDENNES)

Les espaces ruraux, les petites villes et les villes moyennes rassemblent 80 % des classes populaires.

- (1) *Atlas des inégalités. Les Français face à la crise*, de Hervé Le Bras, Autrement, 2014.
- (2) *La crise qui vient. La nouvelle fracture territoriale*, de Laurent Davezies, Seuil, 2012.
- (3) « Les mauvaises surprises d'une oubliée: la lutte des classes », *le Débat*, mai-août 1990, repris dans *la Démocratie contre elle-même*, Gallimard, 2002.
- (4) *Protéger ou disparaître. Les élites face à la montée de l'insécurité*, de Philippe Cohen, Gallimard, 1999.

REVIN

"J'AURAIS VINGT ANS DE MOINS, JE SERAIS PARTI"

Rancœur et désillusions dans cet ancien bastion socialiste des Ardennes où la désindustrialisation frappe et où l'État s'efface. PAR CLOTILDE CADU

A vendre ». « A céder ». Jaunes, rouges, sur les pavillons ou les devantures de commerces, les pancartes immobilières ont fleuri ici et là dans les rues de Revin. « Il y a plus de 300 maisons à vendre ! » assure James, 57 ans, sans emploi. « Ça ne se vend pas, ou alors à perte. Ceux qui veulent partir sont obligés de brader... » poursuit l'ancien salarié de Porcher, l'usine de sanitaires qui a mis la clé sous la porte en 2011. Certains avouent se sentir « coincés », avec un bien immobilier qui se déprécie à mesure que la situation locale se dégrade. « J'aurais vingt ans de moins, je serais parti », lâche James.

En cinquante ans, la ville, jadis prospère, a perdu de sa superbe et près de la moitié de ses habitants. « Je ne vois pas mes enfants grandir ici. Comme nos parents avant nous, on pensait qu'ils vivraient mieux que nous. Ça ne sera sans doute pas le cas », s'inquiète Ali, 36 ans, qui a « fait construire ». Lui a un emploi, sa femme aussi, mais à Charleville-Mézières, à 25 km. En quelques années, Revin a été durement frappé par les destructions d'emplois. Après Porcher, l'autre poumon économique, Electrolux, anciennement Arthur Martin, a pris

DE 3 000 SALARIÉS DURANT L'ÂGE D'OR, l'usine Electrolux (ex-Arthur Martin) n'employait plus que 400 personnes lors de sa fermeture en 2012.

KARIM MEHREZ, 33 ans, tient un bar à Revin. Plutôt que de laisser le FN progresser dans sa ville, il a monté une liste "antisystème" lors des dernières municipales.

la poudre d'escampette... pour aller produire moins cher ses machines à laver en Pologne. Le groupe d'électroménager, qui employait plus de 3 000 personnes à la belle époque, a laissé son site et 186 salariés (sur 400) à un repreneur incertain. « Mon père travaillait chez Electrolux. Mon fils y travaille, mon beau-frère, ma belle-sœur... Pratiquement toute ma famille est mise en péril », constate,



Photo © Remi May

amer, Jean-Pierre Villeret, employé depuis quatorze ans chez Electrolux et syndiqué FO. Le syndicat, désormais majoritaire, a assigné Electrolux au tribunal pour sécuriser les emplois restants. Personne n'a compris la décision d'Electrolux de fermer l'usine ardennaise alors que la multinationale fait des bénéfices. Personne n'a compris non plus que le gouvernement laisse faire. Dans ce bastion de la gauche, longtemps surnommé « la Vallée rouge », le discours du Bourget avait suscité l'espoir et les Revinois avaient offert au candidat socialiste presque 66 % des suffrages. Deux ans plus tard, l'électeur socialiste est une espèce rare dans le massif ardennais : la municipalité est passée aux mains d'une équipe « divers droite » et le FN a obtenu 31,35 % des voix aux européennes. « Il n'y a plus de grosses mobilisations comme par le passé,



Alexandre Marché / ma30pp

les Revinois utilisent leur bulletin de vote pour sanctionner », croit savoir Christophe Léonard, le député PS « frondeur » de la circonscription. « Moi, j'ai voté socialiste, dit Jean-Pierre Villeret. Aujourd'hui, je suis en colère, les patrons sont plus protégés que les salariés ! On ne fait que payer ! » Comme près de 70 % de ses concitoyens de Revin, Jean-Pierre a boudé le scrutin des européennes.

“COMME UNE GRANDE GIFLE”

Quand leur environnement s'écroulait, quand les usines fermaient et le taux de chômage s'envolait pour flirter ici avec les 25 %, les Revinois voulaient sinon du changement au moins de la solidarité. En vain. Pis : Revin a été rayé de la carte des zones prioritaires début 2014. « Votre annonce de ne plus doter nos territoires de moyens particuliers à la hauteur des besoins a été

reçue comme une grande gifle », ont écrit au président de la République les responsables du centre social d'Orzy, un des quartiers de Revin. « Les gens finissent par dire : "Nous sommes qui, nous sommes quoi ?" » analyse Jacky Sarazin, figure de la ville et responsable de la section du Parti communiste. Un sentiment d'injustice s'est installé chez les Revinois qui paient de plus en plus d'impôts avec l'impression d'être relégués : une ligne de chemin de fer vétuste, une autoroute attendue trente-cinq ans, des infrastructures qui s'en vont... « Tout s'accumule, la colère grandit », constate Jacky Sarazin, à l'initiative d'une pétition pour l'installation d'un nouveau laboratoire d'analyses médicales, le dernier ayant plié bagage en début d'année...

« Les gens n'y croient plus. Malheureusement, ils ne sont même plus révoltés. Pourtant, les compétences, le potentiel existent sur le territoire.

Mais ils ne sont pas reconnus. C'est un gâchis ! » s'indigne Joaquim Carvalho, directeur du centre social depuis vingt-sept ans.

« Ça peut péter », estime Karim Mehrez, 33 ans. Le ras-le-bol, il l'entend tous les jours derrière le comptoir de son bar. Plutôt que de laisser le FN gagner des voix, l'ancien encarté au PS a choisi de faire entendre la sienne. Sur son impulsion, une liste alternative s'est montée aux dernières municipales. Une liste « antisystème », rassemblant des déçus de la politique, des jeunes, des moins jeunes, des fans de Dieudonné... « J'aime bien Dieudonné. Il dit trop de vérités », explique Bouzi, 36 ans. Ce vendeur de vêtements s'est présenté aux côtés de Karim Mehrez « pour montrer qu'[ils n'étaient] pas d'accord ». « Une façon de se révolter », dit-il encore. Leur liste a obtenu presque 10 % des voix. ■

BRIGNOLES

“ÇA FAIT PLUS DE CINQ ANS QUE NOUS N'É SOMMES PAS PARTIS EN VACANCES”

Poussée par une croissance démographique forte, cette commune du Var est peu à peu devenue une cité-dortoir où les discours intolérants dominent. PAR MATHIAS DESTAL

Le portail électrique a été posé il y a six ans. Blanc, moderne, avec son gyrophare orange qui s'allume à chaque entrée et sortie de la résidence. Ramon Hamani, 44 ans, en est très fier. La cinquantaine de colocataires du lotissement HLM des Cistes, à la périphérie est de Brignoles, se sont battus pour l'avoir. Depuis, ils se sentent en sécurité. Ramon et sa femme, Chrystelle, se sont installés à Brignoles il y a quinze ans. « Je galérais à trouver un logement

à Toulon, où je travaillais comme ouvrier qualifié, raconte ce soudeur d'origine polynésienne. On a vécu en appartement avant d'atterrir ici. » Un modeste mais confortable T4, avec un étage et un petit jardin. Entre eux, les résidents appellent ces duplex des « villas ».

« Au début, je faisais 88 km tous les jours pour aller bosser, avant de trouver un travail ici. Une chance. » Ramon Hamani gagne 1 700 € net. Après avoir payé le loyer, « 350 € avec les APL », la nourriture, 600 €, il ne reste plus que 650 € pour assu-

rer le reste. « Il y en a qui disent que nous sommes des privilégiés parce que nous habitons une "villa", mais ce n'est pas vrai ! s'emporte Chrystelle. Ça fait plus de cinq ans que nous ne sommes pas partis en vacances, on se lève tous les matins, on travaille... » Ramon et Chrystelle votent Front national. « J'ai voté écolo toute ma vie jusqu'au jour où "Marine" est arrivée, explique Chrystelle. Je me suis retrouvée dans ce qu'elle disait. »

Brignoles, sous-préfecture du Var, 16 000 habitants, 4 000 de >

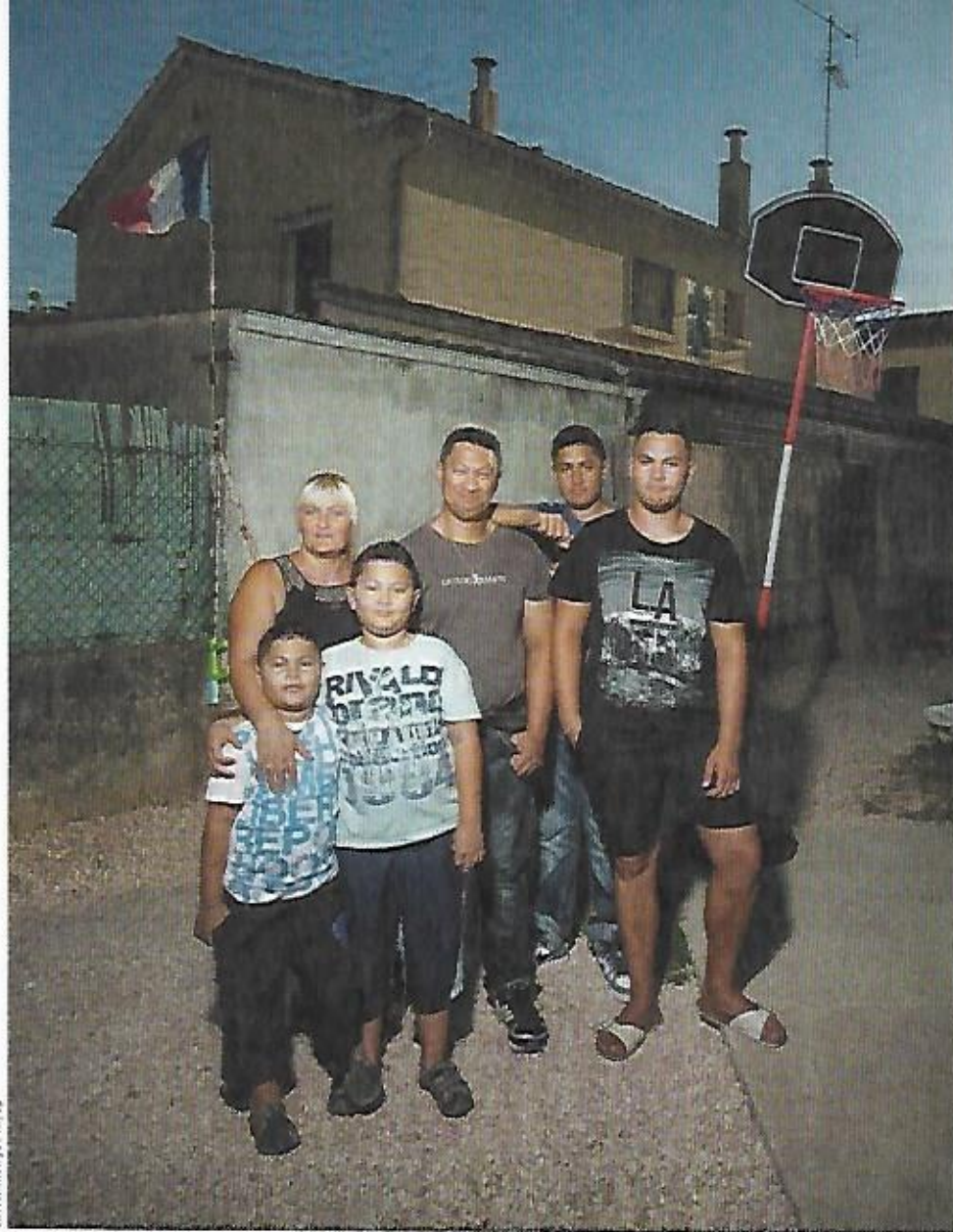
➤ plus qu'en 1999. Une croissance démographique que la ville doit à sa situation à proximité de l'A9, entre Aix, Marseille, Toulon et Nice : beaucoup d'ouvriers et d'employés n'ayant pas les moyens de vivre dans ces grandes villes sont venus s'installer à Brignoles, prenant l'autoroute matin et soir.

DES RIDEAUX BAISSÉS

La commune s'est transformée en cité-dortoir, après 20 heures, les rues sont mortes. « Avant, les gens se disaient bonjour, mais la convivialité s'est perdue parce qu'il n'y a plus que les vieux attachés à la vie du village... les jeunes s'en foutent, ça ne leur appartient plus », raconte Nicole Pavoni, dans sa boutique de fruits et légumes du centre-ville. Mme Pavoni est née au premier étage de son commerce, il y a soixante-six ans.

« Avant, nous étions moins nombreux, mais les gens travaillaient ici. Maintenant, ils ne sont là que pour dormir. Et ils ne viennent plus dans le centre-ville, ils préfèrent les zones d'activités qui se sont développées à l'extérieur. » Rue Jules-Ferry et rue de la République, on ne compte plus les rideaux de magasin baissés, affichant « Bail à céder » ou « Local à vendre ».

« Les gens sont venus ici parce qu'ils ne pouvaient pas s'installer sur le littoral. Avec la crise, beaucoup ont perdu leur emploi et sont devenus chômeurs, explique Alain Revello, responsable de l'antenne locale de Var-Matin. Sans compter les jeunes qui n'arrivent pas à trouver un emploi et n'ont pas les moyens de quitter leur famille. » C'est le cas de Vincent, 19 ans : « Je regarde les offres tous les jours, il n'y a rien. » Il en est venu, lui aussi, à se tourner vers le FN : « Les seuls qui entendent les problèmes des gens. » Comme Chrystelle et Ramon Hamani et 187 autres personnes sur le canton, Vincent est adhérent au FN. Ils n'étaient que 39 en 2011... Mais c'est surtout la victoire de Laurent Lopez à la très médiatique élection cantonale d'octobre qui montre la



LA FAMILLE HAMANI
Ramon (au centre) et les siens. Chrystelle, sa femme, confie : « J'ai voté écolo toute ma vie jusqu'au jour où 'Marine' est arrivée. Je me suis retrouvée dans ce qu'elle disait. »

dynamique du parti sur la commune. Arrivé en tête au premier tour, avec 37,06 % des suffrages, devant la candidate de la droite (35,54 %), il a été battu au second tour grâce au désistement de la gauche qui, du coup, a disparu du conseil municipal.

“UNE HOSTILITÉ TRÈS FORTE”

« Il faut désenclaver Brignoles et favoriser l'installation des entreprises, avance le conseiller général. Pour ça, il faut baisser les impôts, redynamiser le centre en préemptant des commerces, en remettant de la mixité sociale et en s'attaquant à l'insécurité causée par ces jeunes d'origine étrangère qui se comportent mal, squattent le soir et font peur aux gens. » Voilà

le discours qui a séduit plusieurs milliers de Brignolais.

« Comme je joue au foot ici, j'ai plein de copains arabes et ils me disent tous qu'ils ressentent une hostilité très forte », explique Nicolas, grand gaillard de 36 ans, en déposant l'une de ses filles à l'école Jean-Jaurès. Installé à Brignoles depuis deux ans, il est loin de voter FN, mais parle avec les habitants, ses voisins, ses coéquipiers. Je parle aussi aux Blancs qui se lâchent parce que j'ai leur couleur de peau et ils accusent les Maghrébins de squatter les logements sociaux, de mettre le bordel dans le centre-ville. Ce qui fait bizarre, c'est surtout que beaucoup de femmes portent le voile intégral. C'est petit, Brignoles, les gens ne comprennent pas trop ce qui leur arrive. » Et la fracture s'aggrave. ■ M.D.

CHÂTEAULIN

"ON NOUS A EMBARQUÉS DANS UN BATEAU QUI N'EST PAS LE BON !"

Dans la sous-préfecture du Finistère, où la révolte des "Bonnets rouges" est encore dans toutes les têtes, on ne trouve pas de sens à la politique gouvernementale. PAR LAURENCE DEQUAY

Entre Quimper et Brest, sur les hauteurs de Châteaulin, théâtre de la révolte des « bonnets rouges » en 2013, un jeune homme en noir, chaussé de godillots, se repose sur un bloc de béton dans des effluves âcres de plumes calcinées. Intérimaire cariste chez Doux – ce géant du poulet Père Dodu dont la déconfiture en 2012 a failli ruiner tous les éleveurs alentour –, il stocke les déchets des volailles déjà tuées, lessivées et congelées. Un travail ingrat « au salaire horaire trop bas, aux pauses même pas payées ». Il rêve de devenir docker à Brest et de quitter ce ventre précaire du Finistère où même son Pôle emploi se situe à 25 km, à Douarnenez.

Sur le parking, en l'absence de transports collectifs, affluent déjà dans leurs « covoitures » ses collègues de nuit, ouvriers de l'accrochage, de l'éviscération, contrôleuses de gésiers. Des Africains, de jeunes femmes turques abonnées aux CDD... et des Châteaulinois. « Ici, chacun s'attend à ce qu'on lui demande de ne pas revenir le lendemain », affirme Erwan, 27 ans. Fin août, la perte d'un marché russe, liée à la crise ukrainienne, a mis les filles de la découpe en émoi. « Notre nouvelle direction investit sur les chaînes. Mais il suffirait que la monnaie européenne s'apprécie au-delà d'un 1,40 dollar pour que nous replongions. C'est anxiogène ! » s'alarment Nadine Hourmant et David Michel, de FO, qui étaient

JUILLET 2012, devant le tribunal de commerce de Quimper, la déléguée FO du groupe Doux, Nadine Hourmant, et le député socialiste Richard Ferrand.

au premier rang du « démontage » du portique écotaxe de Pont-de-Buis. « Que se soit avec Hollande, Sarkozy ou Valls, les ouvriers n'ont plus d'avenir, poursuit Patrick, 56 ans, chef d'atelier, 1 550 € net pour trente-quatre ans d'ancienneté. Les richesses que nous produisons ne sont plus redistribuées. Seuls les politiques, les actionnaires s'en mettent plein les poches, et ceux qui conservent leur emploi sont taxés pour entretenir des assistés professionnels comme mon jeune frère ! » Pointant du menton ses collègues d'origine étrangère, il précise apprécier leur courage. « Ce que je ne tolère pas, c'est que les chômeurs du coin ne soient pas contraints de

venir à l'usine ! » Et il assène : « Le Front national ne fera peut-être pas mieux que les autres. Au moins on verra ! »

Même Châteaulin, sous-préfecture apaisée de 5 400 habitants, dotée comme toute la Bretagne de bonnes écoles et d'une vie associative animée, s'exaspère de voir le quotidien de ses familles bouleversé par des décisions sur lesquelles elles n'ont plus prise. Le Front national progresse, déjà 16 % aux européennes. « Lorsqu'ils perdent leur job, nos actifs doivent déménager à 40 ou 50 km » explique Yann du Fretay, responsable du Medef du Finistère. Une décision coûteuse lorsqu'il faut revendre >



> son pen-ty (chaumière) sur un marché immobilier qui se dégonfle avec le départ des Anglais. Et humiliante lorsqu'il s'agit de suivre un employeur qui a déjà trahi comme le norvégien Marine Harvest Kritsen. A Poullaouen, d'ailleurs, le roi du saumon, qui a licencié 300 ouvriers et remercié 100 intérimaires pour couvrir d'or ses actionnaires, n'a reçu que trois candidatures aux 60 postes qu'il proposait à Landivisiau, à 46 km...

LES JEUNES PARTENT

« La fragilisation de notre territoire est ressentie avec violence car, jusqu'en 2012, la Bretagne, grâce au secteur agroalimentaire, résistait mieux que d'autres régions », analyse Gaëlle Nicolas, maire UMP de Châteaulin. Certes, le taux de chômage de sa commune – 9,9 % – se situe en dessous de la moyenne nationale. « Mais c'est parce que nos jeunes partent, bac en poche, étudier ailleurs », précise Richard Ferrand, député PS, frondeur à ses heures. Gaëlle Nicolas reconnaît que les élus sont déboussolés. Qu'ils ont été marginalisés par les « bonnets rouges ». Cependant, plus qu'une résurgence de ce mouvement protestataire, qui a vu des militants du Medef côtoyer ceux du Front de gauche, elle s'inquiète de ces « politiques, tous pourris ! » proférés par de plus en plus de citoyens.

Déjà sur la presqu'île de Crozon, face à l'île Longue, base des sous-marins nucléaires, les réductions drastiques du budget de la défense ont aidé le FN à arriver en tête dans trois communes aux européennes. Bientôt, ce sont les économies programmées par la région qui essouffleront le BTP et les artisans. « Je ne voterai pas pour les extrêmes mais on nous a embarqués dans un bateau qui n'est pas le bon, s'inquiète André, 64 ans. Alors que la gauche est censée défendre les petits, elle ne parle jamais des ouvriers ou des retraités ! Même les syndicats ne bougent pas ! Comme s'ils n'existaient plus ? C'est incompréhensible, ce qui nous arrive ! » ■ L.D.



photos arnaud robin / divergence

LA NIÈVRE

“MARRE DE PAYER POUR LES ‘CAS SOCIAUX’ !”

Les électeurs de cet ancien fief mitterrandien, désabusés, ne s'émeuvent plus de la montée du FN ! PAR DANIEL BERNARD

C'est jour de fête à Prémery et, bizarrement, la boulangerie paraît radieuse. « On a repris le commerce en octobre 2002, juste après l'annonce de la fermeture de l'usine. On se bat, on fait des heures, mais, quand on veut travailler, on travaille », annonce, tout sourire, l'extraterrestre à la frange brune. La crise est là, de l'autre côté de sa vitrine. Dans la foule excitée, transportée, applaudissant au passage des chars fleuris, point d'orgue du comice agricole organisé par ce village nivernais, la liquidation du site de Lambiotte, qui fabriquait du charbon de bois depuis 1886, demeure un sujet permanent d'affliction. « Les gens font plus attention depuis un an ou deux, c'est certain, explique Mme Descotes. Aujourd'hui, il est rare qu'un client

commande un gâteau sans s'inquiéter du prix. » Elle les écoute, ces villageois qui se plaignent – « marre de payer pour les “cas soces” ! » – et fait de sa bonne humeur un argument commercial. « Après avoir papoté avec moi, certains habitués me remercient : “Avec vous, c'est formidable : rien n'est jamais grave !” »

Tout au long de la Grand-Rue, les spectateurs lancent des confettis au passage de la reine du comice, mais la joie n'est jamais sans mélange. Laetitia, 34 ans, est contente d'élever ses deux petits cow-boys loin des Yvelines. « Il y a une douceur de vivre ici, loin du stress des grandes villes. Et se payer une maison, c'est encore possible », se réjouit-elle. Pourtant, assistante maternelle et non imposable, simplement habillée d'une blouse de coton blanc avec des petits nœuds



noirs, elle se sent « loin » : « Question commerces, y a pas grand-chose. Mieux vaut ne pas avoir un enfant malade le dimanche. Et, pour le boulot, faut prendre ce qu'on trouve. » Elle revient de vacances, « dans la famille, forcément », et émet, plutôt qu'une plainte, un constat navré : « A la longue, on finit par réviser pas mal de choses, faut qu'on s'adapte... » Que le FN ait recueilli 29,30 % aux européennes à Prémery ne réjouit pas Laetitia. Ni ne l'attriste. « Pas étonnant », lâche-t-elle pour tout commentaire.

IRRITATION SOURDE

Au fil des élections dans ces villages de la Nièvre autrefois fidèles à Mitterrand, le Front national s'inscrit dans le décor. Pratiquant ou abstinent, chacun lui trouve du sens. « La droite fait rien, la gauche fait rien, Marine Le Pen a de mauvaises idées, mais osera peut-être serrer un peu la vis », imagine Christophe, 42 ans, employé communal et sapeur-pompier volontaire. Président des Gaz-part, le club des motards, il organise une balade en juin et une choucroute party, en février. Mais quelque chose ne tourne pas rond dans sa chère « petite ville tranquille ». Une menace : « Les racailles qui caillaient à Nevers... » Une inquiétude précoce pour son aînée, une fillette de 10 ans : « Il n'y a pas d'avenir dans la Nièvre pour les

DANS LE BOURG DE CORBIGNY, où le commerce est en berne, on juge que « la loi du marché est en faveur des intermédiaires et des grandes surfaces ».

enfants, je la pousse vers le monde médical. » Une irritation sourde et tellement partagée : « Les politiques ne s'intéressent pas aux gens. Ils pondent des trucs, c'est tout. Pour les rythmes scolaires, qui vont nous coûter 150 € par enfant, j'aimerais savoir qui a été consulté... » Franchement d'un autre bord, Stéphane, le brocanteur « rose-rouge-vert », serait presque d'accord : « Les gens se font mener par le bout du nez, moi aussi. J'ai voté Hollande pour ne pas avoir Sarkozy, qu'est-ce que ça me change ? » Du militant Ras l'Front qui manifestait naïvement en 1995 ou en 2002, Stéphane n'a gardé que la casquette en velours et le tee-shirt gris. L'antifascisme est passé de mode. L'électeur FN n'est pas un salaud, c'est un voisin,

POUR PHILIPPE GUILLIEN, éleveur, « un courant de pensée se répand comme une maladie contagieuse. »



un parent, qu'il faut comprendre.

« Il n'y a pas de vague bleue, mais une claque rose », s'empourpre le « frondeur » socialiste Sylvain Mathieu. Ingénieur forestier de 39 ans et chef hétérodoxe du PS dans la Nièvre, il n'a « aucun complexe à se désolidariser d'un gouvernement malade de l'oligarchie dont Macron est le symbole ». Et il assène : « En 2017, le président sortant ne peut être notre candidat. » Pour Christian Gobet, éleveur et président de la caisse locale du Crédit agricole, « la loi du marché n'est pas en faveur des paysans, mais des intermédiaires et des grandes surfaces ». « François Hollande est comme ses prédécesseurs : il n'a aucune influence en Europe et, au fond, ne s'intéresse pas à nous », poursuit le moustachu encravaté. A Corbigny, gros bourg voisin, le blues est corrélé au cours du charolais. « On n'a pas peur de sortir le soir, on n'a pas de SDF, analyse l'« éleveur républicain » Philippe Guillien, 56 ans, mais on vit une crise sournoise qui n'est pas seulement économique. Un grand courant de pensée se répand comme une maladie contagieuse... »

Au plan national comme au plan local, les héritiers de Mitterrand ont trop alimenté le procès en indifférence et en impuissance. A Lormes, par exemple, le maire, Fabien Bazin, ne parvient pas à effacer des mémoires sa faute originelle : attaché parlementaire, il a été >

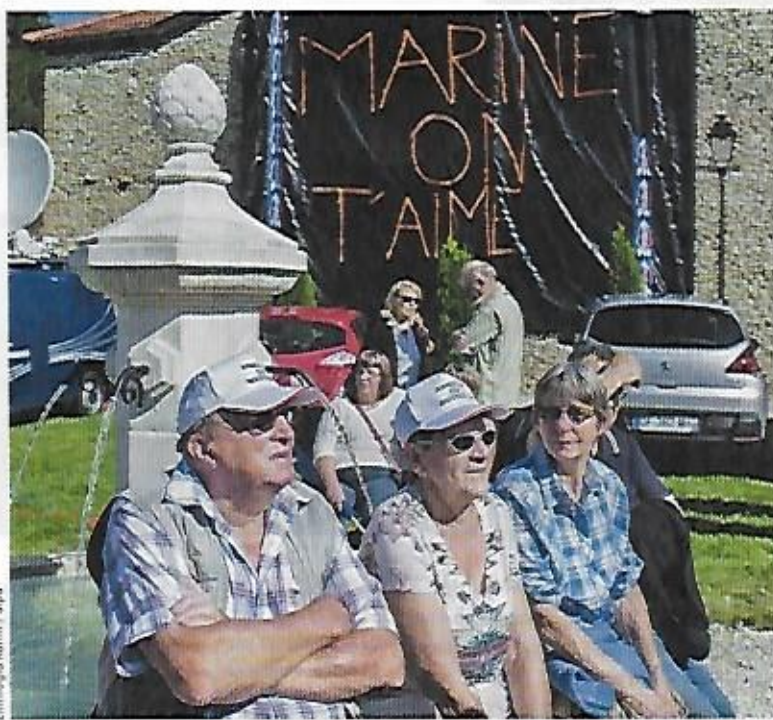
> promu dans le dos des locaux par son patron Christian Paul, autre socialiste parisien. Qu'il expose avec lyrisme les retombées espérées de l'installation de la fibre optique, la réplique fuse. « *A part permettre à trois pékins de télécharger trois films porno, ça va servir à quoi, ces millions ?* » s'énerve Jean-Luc, ancien garagiste dans les Yvelines, en allumant sa sixième Gauloise d'affilée.

LEPÉNISME DE PROXIMITÉ

Buvant ces paroles, quelques pas en retrait, Marcel Stéphan, responsable du FN dans le département, propriétaire d'un ranch rénové à l'huile de coude et conseiller régional, n'a pas besoin d'en rajouter. Laisant à « Marine » l'insécurité et le « communautarisme islamique », cet éducateur spécialisé pratique un lepénisme de proximité. Apportant des magazines à la maison de retraite, bricolant lui-même le portail de la décharge négligé par les services municipaux, le sexagénaire a atteint 44,53 % des voix aux dernières municipales.

Jacques Guist, 68 ans, était sur sa liste, au terme d'une longue dérive politique. Cheminot à la retraite issu d'une famille communiste, marié avec une ancienne postière, choqué par l'amitié entretenue par Mitterrand avec le collabo René Bousquet, ex-adhérent UMP n'ayant pas encaissé que Sarkozy ait refilé les autoroutes aux copains, « *euro-péen* » mais « *furieux contre cet euro de merde* », électeur de Le Pen depuis 2012 et président de l'Association des amis de l'hôpital, il a eu le temps de se faire une religion. « *Les socialistes se croient éternels, lance-t-il tranquillement. Leurs carrières les préoccupent plus que nos petits vieux, nos gamins qui se font cogner par des jeunes de banlieue invités au camping et nos impôts qui flambent sans combler le déficit. Ils se contentent de nous faire du chantage en dénonçant Le Pen. Ils nous prennent pour des péquenots, mais les péquenots ne sont pas si péquenots que ça.* » A distance, Marcel Stéphan ne dit toujours rien. Lui aussi, il est radieux. ■ D.B.

BRACHAY (HAUTE-MARNE)
le village devenu le symbole des "oubliés" pour la présidente du Front national.



zhmoglu kamil / sipa

BRACHAY, LE VILLAGE QUI A FAIT REINE MARINE LE PEN

C'est à Brachay, 60 habitants (27 votants aux européennes, dont 22 pour le FN), que Marine Le Pen a compris la possibilité d'une percée dans l'électorat populaire des zones rurales et périurbaines : venue au printemps 2012 afin de rendre hommage au maire lui ayant accordé sa signature pour l'élection présidentielle, elle avait eu la surprise de voir affluer plusieurs centaines d'habitants des environs. C'est de ce village de Haute-Marne qu'elle s'est adressée pour la première fois à la France des « oubliés » et qu'elle a fait sa rentrée politique le 30 août, opposant, comme à son habitude, le « *peuple courageux* » aux

« *lâches élites* ». Autour d'elle, des ouvriers, des agriculteurs, des petits patrons, des étudiants. « *Oubliés, nous ? Bien sûr, déclare Sébastien Aubry, magasinier à Saint-Dizier. Il n'y a plus de boulot dans toute la Haute-Marne. Et quand des industriels, même européens, reprennent les entreprises, c'est juste pour les piller au bout de quelques mois.* » D'autres invoquent la santé, comme cette jeune attachée commerciale : « *Impossible de trouver un médecin ici. Et, quand on en trouve, il est roumain et ne parle pas français.* » Ou la redistribution sociale : « *On en a marre de payer pour tout le monde, affirment, d'un même élan, un petit patron*

d'une entreprise du bois et un agriculteur, venus en amis à Brachay. *La politique sociale, le RSA, la CMU, les aides de toute sorte qu'il faut bien financer laissent de côté les gens comme nous.* » « *En tout cas, je ne suis pas oubliée par la fiscalité ! s'esclaffe Francine Van Waesberge, autoentrepreneuse dans l'informatique à une quarantaine de kilomètres de Brachay. J'ai changé de statut pour défendre mon niveau de vie. Résultat, je travaille plus, sans gagner un centime de plus ! Les gens comme nous n'intéressent pas les politiques, qui ne savent pas ce qu'on vit en bas. Sauf Marine Le Pen, qui se donne la peine de venir chaque année jusqu'ici.* » ■ JEAN-CLAUDE JAILLETTE